

VILLE DE LA FERTE-BERNARD
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES

ARRETE N°26-78

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
34 rue Victor Hugo
Du 12 au 14 février 2026 - Emménagement

(Arrêté temporaire)

Le Maire de LA FERTE-BERNARD,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213,

VU l'article R 610-5° du Code Pénal,

CONSIDERANT la demande présentée par Madame Jenyfer LEFEBVRE, demeurant 9 rue Brombacher, 72110 BONNETABLE,

CONSIDERANT qu'afin de permettre l'emménagement de Mme LEFEBVRE, au n°34 de la rue Victor Hugo, sur la commune de La Ferté-Bernard, il est nécessaire de réglementer le stationnement au niveau de la même adresse,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Du jeudi 12 février 2026, 8h30, au samedi 14 février 2026, 20h00, Madame LEFEBVRE sera autorisée à occuper le domaine public avec 2 véhicules légers et une remorque, sur la valeur de 3 emplacements consécutifs et matérialisés, face au n°34 de la rue Victor Hugo, sur la commune de La Ferté-Bernard, afin de procéder à un emménagement à la même adresse.

Le stationnement de tout autres véhicules sera interdit sur ces emplacements durant cette période.

La circulation des piétons devra être matérialisée afin de contourner le chantier en toute sécurité.

ARTICLE 2 - La signalisation sera mise en place par le demandeur.

Mme LEFEBVRE doit :

- Se réserver l'emplacement nécessaire à l'aide de panneaux « Stationnement interdit ».
- Ceinturer le véhicule avec des cônes.
- Faciliter le passage des piétons.
- Afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché et publié dans la forme habituelle à la Mairie.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date d'affichage.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécourse citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Policier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Ferté-Bernard, le 04 février 2026

Le Maire,
Didier REVEAU

